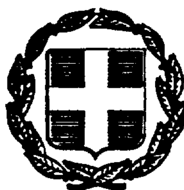




ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 140**

3 Ιουλίου 1996

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2418

Κύρωση του Διακανονισμού του Στρασβούργου που αφορά τη Διεθνή Ταξινόμηση των Διπλωμάτων Ευρεσιτεχνίας της 24ης Μαρτίου 1971, όπως τροποποιήθηκε στις 28 Σεπτεμβρίου 1979.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, ο Διακανονισμός του Στρασβούργου που αφορά τη Διεθνή Ταξινόμηση των Διπλωμάτων Ευρεσιτεχνίας της 24ης Μαρτίου 1971, όπως τροποποιήθηκε στις 28 Σεπτεμβρίου 1979, του οποίου το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

Arrangement de Strasbourg concernant la classification internationale des brevets

du 24 mars 1971

et modifiée le 28 septembre 1979

Les Parties Contractantes,

Considérant que l'adoption, sur le plan mondial, d'un système uniforme pour la classification des brevets, des certificats d'auteur d'invention, des modèles d'utilité et des certificats d'utilité répond à l'intérêt général et est de nature à établir une coopération internationale plus étroite et à favoriser l'harmonisation des systèmes juridiques dans le domaine de la propriété industrielle,

Reconnaissant l'importance de la Convention européenne sur la classification internationale des brevets d'invention, du 19 décembre 1954, par laquelle le Conseil de l'Europe a institué la classification internationale des brevets d'invention,

Eu égard à la valeur universelle de cette classification et à l'importance qu'elle présente pour tous les pays parties à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle,

Conscientes de l'importance que cette classification présente pour les pays en voie de développement, en leur facilitant l'accès au volume toujours croissant de la technologie moderne,

Vu l'article 19 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883, telle qu'elle a été révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900, à Washington le 2 juin 1911, à La Haye le 6 novembre 1925, à Londres le 2 juin 1934, à Lisbonne le 31 octobre 1958 et à Stockholm le 14 juillet 1967,

Sont convenues de ce qui suit:

Article 1er

Constitution d'une Union particulière;
Adoption d'une classification internationale

Les pays auxquels s'applique le présent arrangement sont constitués à l'état d'Union particulière et adoptent une classification commune, appelée « classification internationale des brevets » (dénommée ci-après « classification »), pour les brevets d'invention, les certificats d'auteur d'invention, les modèles d'utilité et les certificats d'utilité.

Article 2

Définition de la classification

1) *a)* La classification est constituée par:

i) le texte qui a été établi conformément aux dispositions de la Convention européenne sur la classification internationale des brevets d'invention, du 19 décembre 1954 (dénommée ci-après « Convention européenne »), et qui est entré en vigueur et a été publié par le Secrétaire général du Conseil de l'Europe le 1er septembre 1968;

ii) les modifications qui sont entrées en vigueur en vertu de l'article 2.2) de la Convention européenne avant l'entrée en vigueur du présent arrangement;

iii) les modifications apportées par la suite en vertu de l'article 5 et qui entrent en vigueur conformément à l'article 6.

b) Le guide d'utilisation et les notes qui sont contenus dans le texte de la classification font partie intégrante de celle-ci.

2) *a)* Le texte visé à l'alinéa 1)*a)*i) est contenu dans deux exemplaires authentiques, en langues anglaise et française, déposés, au moment où le présent arrangement est ouvert à la signature, l'un auprès du Secrétaire général du Conseil de l'Europe et l'autre auprès du Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (dénommés res-

pectivement ci-après « Directeur général » et « Organisation ») instituée par la Convention du 14 juillet 1967.

b) Les modifications visées à l'alinéa 1)*a)*ii) sont déposées en deux exemplaires authentiques, en langues anglaise et française, l'un auprès du Secrétaire général du Conseil de l'Europe et l'autre auprès du Directeur général.

c) Les modifications visées à l'alinéa 1)*a)*iii) sont déposées en un seul exemplaire authentique, en langues anglaise et française, auprès du Directeur général.

Article 3
Langues de la classification

1) La classification est établie dans les langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi.

2) Le Bureau international de l'Organisation (dénommé ci-après « Bureau international ») établit, en consultation avec les gouvernements intéressés, soit sur la base d'une traduction proposée par ces gouvernements, soit en ayant recours à tout autre moyen qui n'aurait aucune incidence financière sur le budget de l'Union particulière ou pour l'Organisation, des textes officiels de la classification dans les langues allemande, espagnole, japonaise, portugaise, russe et dans les autres langues que pourra désigner l'Assemblée visée à l'article 7.

Article 4
Application de la classification

1) La classification n'a qu'un caractère administratif.

2) Chacun des pays de l'Union particulière a la faculté d'appliquer la classification à titre de système principal ou de système auxiliaire.

3) Les administrations compétentes des pays de l'Union particulière feront figurer

i) dans les brevets, certificats d'auteur d'invention, modèles d'utilité et certificats d'utilité qu'elles délivrent,

ainsi que dans les demandes de tels titres, qu'elles les publient ou les mettent seulement à la disposition du public pour inspection,

ii) dans les communications par lesquelles des périodiques officiels font connaître la publication ou la mise à la disposition du public des documents mentionnés au sous-alinéa i),

les symboles complets de la classification donnés à l'invention qui est l'objet du document mentionné au sous-alinéa i).

4) Au moment de la signature du présent arrangement ou du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion:

i) tout pays peut déclarer qu'il se réserve de ne pas faire figurer les symboles relatifs aux groupes ou sous-groupes de la classification dans les demandes visées à l'alinéa 3) qui sont seulement mises à la disposition du public pour inspection et dans les communications y relatives;

ii) tout pays qui ne procède pas à l'examen de la nouveauté des inventions, qu'il soit immédiat ou différé, et dont la procédure de délivrance des brevets ou des autres titres de protection ne prévoit pas une recherche sur l'état de la technique peut déclarer qu'il se réserve de ne pas faire figurer les symboles relatifs aux groupes et sous-groupes de la classification dans les documents et les communications visés à l'alinéa 3). Si ces conditions n'existent que pour certaines catégories de titres de protection ou certains domaines de la technique, le pays en cause ne peut faire usage de la réserve que dans cette mesure.

5) Les symboles de la classification, précédés de la mention « classification internationale des brevets » ou d'une abréviation arrêtée par le Comité d'experts visé à l'article 5, seront imprimés, en caractères gras ou d'une autre façon bien visible, en tête de chaque document visé à l'alinéa 3)i) dans lequel ils doivent figurer.

6) Si un pays de l'Union particulière confie la délivrance des brevets à une administration intergouvernementale, il prend toutes mesures en son pouvoir pour que cette administration applique la classification conformément au présent article.

Article 5
Comité d'experts

1) Il est institué un Comité d'experts dans lequel chacun des pays de l'Union particulière est représenté.

2) *a)* Le Directeur général invite les organisations intergouvernementales spécialisées dans le domaine des brevets et dont un au moins des pays membres est partie au présent arrangement à se faire représenter par des observateurs aux réunions du Comité d'experts.

b) Le Directeur général peut, et, à la demande du Comité d'experts, doit inviter des représentants d'autres organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales à prendre part aux discussions qui les intéressent.

3) Le Comité d'experts:

i) modifie la classification;

ii) adresse aux pays de l'Union particulière des recommandations tendant à faciliter l'utilisation de la classification et à en promouvoir l'application uniforme;

iii) prête son concours en vue de promouvoir la coopération internationale dans la reclassification de la documentation servant à l'examen des inventions, en prenant notamment en considération les besoins des pays en voie de développement;

iv) prend toutes autres mesures qui, sans avoir d'incidences financières sur le budget de l'Union particulière ou pour l'Organisation, sont de nature à faciliter l'application de la classification par les pays en voie de développement;

v) est habilité à instituer des sous-comités et des groupes de travail.

4) Le Comité d'experts adopte son règlement intérieur. Ce dernier donne aux organisations intergouvernementales mentionnées à l'alinéa 2)*a)* qui peuvent apporter une contribution substantielle au développement de la classification la possibilité de prendre part aux réunions des sous-comités et groupes de travail du Comité d'experts.

5) Les propositions de modifications de la classification peuvent être faites par l'administration compétente de tout pays de l'Union particulière, le Bureau international, les organisations intergouvernementales représentées au Comité d'experts en vertu de l'alinéa 2)*a)* et toutes autres organisations spécialement invitées par le Comité d'experts à formuler de telles propositions. Les propositions sont communiquées au Bureau international, qui les soumet aux membres du Comité d'experts et aux observateurs au plus tard deux mois avant la session du Comité d'experts au cours de laquelle elles seront examinées.

6) *a)* Chaque pays membre du Comité d'experts dispose d'une voix.

b) Le Comité d'experts prend ses décisions à la majorité simple des pays représentés et votants.

c) Toute décision qu'un cinquième des pays représentés et votants considèrent comme impliquant une transformation de la structure fondamentale de la classification ou comme entraînant un important travail de reclassification doit être prise à la majorité des trois quarts des pays représentés et votants.

d) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

Article 6

Notification, entrée en vigueur et publication des modifications et des autres décisions

1) Toutes les décisions du Comité d'experts relatives à des modifications apportées à la classification, de même que les recommandations du Comité d'experts, sont notifiées par le

Bureau international aux administrations compétentes des pays de l'Union particulière. Les modifications entrent en vigueur six mois après la date de l'envoi des notifications.

2) Le Bureau international incorpore dans la classification les modifications entrées en vigueur. Les modifications font l'objet d'avis publiés dans les périodiques désignés par l'Assemblée visée à l'article 7.

Article 7
Assemblée de l'Union particulière

1) *a)* L'Union particulière a une Assemblée composée des pays de l'Union particulière.

b) Le gouvernement de chaque pays de l'Union particulière est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

c) Toute organisation intergouvernementale visée à l'article 5.2)*a)* peut se faire représenter par un observateur aux réunions de l'Assemblée et, si cette dernière en décide ainsi, à celles des comités et groupes de travail institués par l'Assemblée.

d) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par le gouvernement qui l'a designée.

2) *a)* Sous réserve des dispositions de l'article 5, l'Assemblée:

i) traite de toutes les questions concernant le maintien et le développement de l'Union particulière et l'application du présent arrangement;

ii) donne au Bureau international des directives concernant la préparation des conférences de révision;

iii) examine et approuve les rapports et les activités du Directeur général relatifs à l'Union particulière et lui donne toutes directives utiles concernant les questions de la compétence de l'Union particulière;

iv) arrête le programme, adopte le budget biennal de l'Union particulière et approuve ses comptes de clôture;

v) adopte le règlement financier de l'Union particulière;

vi) décide de l'établissement des textes officiels de la classification en d'autres langues que l'anglais, le français et celles énumérées à l'article 3.2);

vii) crée les comités et groupes de travail qu'elle juge utiles à la réalisation des objectifs de l'Union particulière;

viii) décide, sous réserve de l'alinéa 1)*c)*, quels sont les pays non membres de l'Union particulière et quelles sont les organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales qui peuvent être admis comme observateurs à ses réunions et à celles des comités et groupes de travail créés par elle;

ix) entreprend toute autre action appropriée en vue d'atteindre les objectifs de l'Union particulière;

x) s'acquitte de toutes autres tâches qu'implique le présent arrangement.

b) Sur les questions qui intéressent également d'autres Unions administrées par l'Organisation, l'Assemblée statue, connaissance prise de l'avis du Comité de coordination de l'Organisation.

3) *a)* Chaque pays membre de l'Assemblée dispose d'une voix.

b) La moitié des pays membres de l'Assemblée constitue le quorum.

c) Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée peut prendre des décisions; toutefois, les décisions de l'Assemblée, à l'exception de celles qui concernent sa procédure, ne deviennent exécutoires que lorsque les conditions énoncées ci-après sont remplies. Le Bureau international communique lesdites décisions aux pays membres de l'Assemblée qui n'étaient pas représentés, en les invitant à exprimer par écrit, dans un délai de trois mois à compter de la date de cette communica-

tion, leur vote ou leur abstention. Si, à l'expiration de ce délai, le nombre des pays ayant ainsi exprimé leur vote ou leur abstention est au moins égal au nombre de pays qui faisait défaut pour que le quorum fût atteint lors de la session, lesdites décisions deviennent exécutoires, pourvu qu'en même temps la majorité nécessaire reste acquise.

d) Sous réserve des dispositions de l'article 11.2), les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des deux tiers des votes exprimés.

e) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

f) Un délégué ne peut représenter qu'un seul pays et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.

4) *a)* L'Assemblée se réunit une fois tous les deux ans en session ordinaire, sur convocation du Directeur général et, sauf cas exceptionnels, pendant la même période et au même lieu que l'Assemblée générale de l'Organisation.

b) L'Assemblée se réunit en session extraordinaire, sur convocation adressée par le Directeur général, à la demande d'un quart des pays membres de l'Assemblée.

c) L'ordre du jour de chaque session est préparé par le Directeur général.

5) L'Assemblée adopte son règlement intérieur.

Article 8

Bureau international

1) *a)* Les tâches administratives incombant à l'Union particulière sont assurées par le Bureau international.

b) En particulier, le Bureau international prépare les réunions et assure le secrétariat de l'Assemblée, du Comité d'experts et de tout autre comité ou groupe de travail que l'Assemblée ou le Comité d'experts peuvent créer.

c) Le Directeur général est le plus haut fonctionnaire de l'Union particulière et la représente.

2) Le Directeur général et tout membre du personnel désigné par lui prennent part, sans droit de vote, à toutes les réunions de l'Assemblée, du Comité d'experts et de tout autre comité ou groupe de travail que l'Assemblée ou le Comité d'experts peuvent créer. Le Directeur général ou un membre du personnel désigné par lui est d'office secrétaire de ces organes.

3) *a)* Le Bureau international prépare les conférences de révision selon les directives de l'Assemblée.

b) Le Bureau international peut consulter des organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales sur la préparation des conférences de révision.

c) Le Directeur général et les personnes désignées par lui prennent part, sans droit de vote, aux délibérations des conférences de révision.

4) Le Bureau international exécute toutes autres tâches qui lui sont attribuées.

Article 9

Finances

1) *a)* L'Union particulière a un budget.

b) Le budget de l'Union particulière comprend les recettes et les dépenses propres à l'Union particulière, sa contribution au budget des dépenses communes aux Unions, ainsi que, le cas échéant, la somme mise à la disposition du budget de la Conférence de l'Organisation.

c) Sont considérées comme dépenses communes aux Unions les dépenses qui ne sont pas attribuées exclusivement à l'Union particulière mais également à une ou plusieurs autres Unions administrées par l'Organisation. La part de l'Union particulière dans ces dépenses communes est proportionnelle à l'intérêt que ces dépenses présentent pour elle.

2) Le budget de l'Union particulière est arrêté compte tenu des exigences de coordination avec les budgets des autres Unions administrées par l'Organisation.

3) Le budget de l'Union particulière est financé par les ressources suivantes:

i) les contributions des pays de l'Union particulière;

ii) les taxes et sommes dues pour les services rendus par le Bureau international au titre de l'Union particulière;

iii) le produit de la vente des publications du Bureau international concernant l'Union particulière et les droits afférents à ces publications;

iv) les dons, legs et subventions;

v) les loyers, intérêts et autres revenus divers.

4) *a)* Pour déterminer sa part contributive au sens de l'alinéa 3)i), chaque pays de l'Union particulière appartient à la classe dans laquelle il est rangé pour ce qui concerne l'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle, et paie sa contribution annuelle sur la base du nombre d'unités déterminé pour cette classe dans cette Union.

b) La contribution annuelle de chaque pays de l'Union particulière consiste en un montant dont le rapport à la somme totale des contributions annuelles au budget de l'Union particulière de tous les pays est le même que le rapport entre le nombre des unités de la classe dans laquelle il est rangé et le nombre total des unités de l'ensemble des pays.

c) Les contributions sont dues au premier janvier de chaque année.

d) Un pays en retard dans le paiement de ses contributions ne peut exercer son droit de vote dans aucun des organes de l'Union particulière si le montant de son arriéré est égal ou supérieur à celui des contributions dont il est redevable pour les deux années complètes écoulées. Cependant, un tel pays peut être autorisé à conserver l'exercice de son droit de vote au sein dudit organe aussi longtemps que ce dernier estime que le retard résulte de circonstances exceptionnelles et inévitables.

e) Dans le cas où le budget n'est pas adopté avant le début d'un nouvel exercice, le budget de l'année précédente est reconduit selon les modalités prévues par le règlement financier.

5) Le montant des taxes et sommes dues pour les services rendus par le Bureau international au titre de l'Union particulière est fixé par le Directeur général, qui fait rapport à l'Assemblée.

6) *a)* L'Union particulière possède un fonds de roulement constitué par un versement unique effectué par chaque pays de l'Union particulière. Si le fonds devient insuffisant, l'Assemblée décide de son augmentation.

b) Le montant du versement initial de chaque pays au fonds précité ou de sa participation à l'augmentation de celui-ci est proportionnel à la contribution de ce pays pour l'année au cours de laquelle le fonds est constitué ou l'augmentation décidée.

c) La proportion et les modalités de versement sont arrêtées par l'Assemblée, sur proposition du Directeur général et après avis du Comité de coordination de l'Organisation.

7) *a)* L'accord de siège conclu avec le pays sur le territoire duquel l'Organisation a son siège prévoit que, si le fonds de roulement est insuffisant, ce pays accorde des avances. Le montant de ces avances et les conditions dans lesquelles elles sont accordées font l'objet, dans chaque cas, d'accords séparés entre le pays en cause et l'Organisation.

b) Le pays visé au sous-alinéa *a)* et l'Organisation ont chacun le droit de dénoncer l'engagement d'accorder des avances, moyennant notification par écrit. La dénonciation prend effet trois ans après la fin de l'année au cours de laquelle elle a été notifiée.

8) La vérification des comptes est assurée, selon les modalités prévues par le règlement financier, par un ou plusieurs pays de l'Union particulière ou par des contrôleurs extérieurs, qui sont, avec leur consentement, désignés par l'Assemblée.

Article 10

Révision de l'arrangement

1) Le présent arrangement peut être révisé périodiquement par des conférences spéciales des pays de l'Union particulière.

2) La convocation des conférences de révision est décidée par l'Assemblée.

3) Les articles 7, 8, 9 et 11 peuvent être modifiés soit par des conférences de révision, soit d'après les dispositions de l'article 11.

Article 11

Modification de certaines dispositions de l'arrangement

1) Des propositions de modifications des articles 7, 8, 9 et du présent article peuvent être présentées par tout pays de l'Union particulière ou par le Directeur général. Ces propositions sont communiquées par ce dernier aux pays de l'Union particulière six mois au moins avant d'être soumises à l'examen de l'Assemblée.

2) Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) est adoptée par l'Assemblée. L'adoption requiert les trois quarts des votes exprimés; toutefois, toute modification de l'article 7 et du présent alinéa requiert les quatre cinquièmes des votes exprimés.

3) *a)* Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) entre en vigueur un mois après la réception par le Directeur général des notifications écrites d'acceptation, effectuées en conformité de leurs règles constitutionnelles respectives, de la part des trois quarts des pays qui étaient membres de l'Union particulière au moment où la modification a été adoptée.

b) Toute modification desdits articles ainsi acceptée lie tous les pays qui sont membres de l'Union particulière au mo-

ment où la modification entre en vigueur; toutefois, toute modification qui augmente les obligations financières des pays de l'Union particulière ne lie que ceux qui ont notifié leur acceptation de ladite modification.

c) Toute modification acceptée conformément au sous-alinéa *a)* lie tous les pays qui deviennent membres de l'Union particulière après la date à laquelle la modification est entrée en vigueur conformément au sous-alinéa *a)*.

Article 12

Modalités selon lesquelles les pays peuvent devenir parties à l'arrangement

1) Tout pays partie à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle peut devenir partie au présent arrangement par:

i) sa signature suivie du dépôt d'un instrument de ratification, ou

ii) le dépôt d'un instrument d'adhésion.

2) Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général.

3) Les dispositions de l'article 24 de l'Acte de Stockholm de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle s'appliquent au présent arrangement.

4) L'alinéa 3) ne saurait en aucun cas être interprété comme impliquant la reconnaissance ou l'acceptation tacite par l'un quelconque des pays de l'Union particulière de la situation de fait de tout territoire auquel le présent arrangement est rendu applicable par un autre pays en vertu dudit alinéa.

Article 13

Entrée en vigueur de l'arrangement

1) *a)* Le présent arrangement entre en vigueur une année après le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion

i) des deux tiers des pays qui, à la date d'ouverture du présent arrangement à la signature, sont parties à la Convention européenne, et

ii) de trois pays parties à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle mais non parties à la Convention européenne, l'un au moins devant être un pays où, d'après les plus récentes statistiques annuelles publiées par le Bureau international au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, plus de 40 000 demandes de brevets ou de certificats d'auteur d'invention ont été déposées.

b) A l'égard de tout pays autre que ceux pour lesquels l'arrangement est entré en vigueur selon le sous-alinéa *a)*, le présent arrangement entre en vigueur une année après la date à laquelle la ratification ou l'adhésion de ce pays a été notifiée par le Directeur général, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans l'instrument de ratification ou d'adhésion. Dans ce dernier cas, le présent arrangement entre en vigueur, à l'égard de ce pays, à la date ainsi indiquée.

c) Les pays parties à la Convention européenne qui ratifient le présent arrangement ou qui y adhèrent sont tenus de dénoncer cette Convention au plus tard avec effet à partir du jour où le présent arrangement entrera en vigueur à leur égard.

2) La ratification ou l'adhésion emporte de plein droit accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par le présent arrangement.

Article 14
Durée de l'arrangement

Le présent arrangement a la même durée que la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

Article 15

Dénonciation

1) Tout pays de l'Union particulière peut dénoncer le présent arrangement par notification adressée au Directeur général.

2) La dénonciation prend effet un an après le jour où le Directeur général a reçu la notification.

3) La faculté de dénonciation prévue par le présent article ne peut être exercée par un pays avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle il est devenu membre de l'Union particulière.

Article 16

Signature, langues, notifications, fonctions de dépositaire

1) *a)* Le présent arrangement est signé en un seul exemplaire original, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi.

b) Le présent arrangement reste ouvert à la signature à Strasbourg jusqu'au 30 septembre 1971.

c) L'exemplaire original du présent arrangement, lorsqu'il n'est plus ouvert à la signature, est déposé auprès du Directeur général.

2) Des textes officiels sont établis par le Directeur général, après consultation des gouvernements intéressés, dans les langues allemande, espagnole, japonaise, portugaise, russe et dans les autres langues que l'Assemblée pourra désigner.

3) *a)* Le Directeur général certifie et transmet deux copies du texte signé du présent arrangement aux gouvernements des pays qui l'ont signé et, sur demande, au gouvernement de tout autre pays. En outre, il certifie et transmet une copie au Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

b) Le Directeur général certifie et transmet deux copies de toute modification du présent arrangement aux gouverne-

ments de tous les pays de l'Union particulière et, sur demande, au gouvernement de tout autre pays. En outre, il certifie et transmet une copie au Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

c) Le Directeur général remet sur demande au gouvernement de tout pays qui a signé le présent arrangement ou qui y adhère un exemplaire, certifié conforme, de la classification dans les langues anglaise ou française.

4) Le Directeur général fait enregistrer le présent arrangement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

5) Le Directeur général notifie aux gouvernements de tous les pays parties à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et au Secrétaire général du Conseil de l'Europe:

i) les signatures;
ii) le dépôt d'instruments de ratification ou d'adhésion;
iii) la date d'entrée en vigueur du présent arrangement;
iv) les réserves concernant l'application de la classification;
v) les acceptations des modifications du présent arrangement;
vi) les dates auxquelles ces modifications entrent en vigueur;
vii) les dénonciations reçues.

Article 17

Dispositions transitoires

1) Durant les deux années suivant l'entrée en vigueur du présent arrangement, les pays qui sont parties à la Convention européenne mais ne sont pas encore membres de l'Union particulière peuvent, s'ils le désirent, exercer dans le Comité d'experts les mêmes droits que s'ils étaient membres de l'Union particulière.

2) Durant les trois années suivant l'expiration du délai prévu à l'alinéa 1), les pays visés audit alinéa peuvent se faire

représenter par des observate ... x-
perts et, s'il en décide ainsi, à celles des sous-comités et groupes de travail institués par lui. Durant le même délai, ils peuvent présenter des propositions de modifications de la classification en vertu de l'article 5.5) et reçoivent notification des décisions et recommandations du Comité d'experts en vertu de l'article 6.1).

3) Durant les cinq années suivant l'entrée en vigueur du présent arrangement, les pays qui sont parties à la Convention européenne mais ne sont pas encore membres de l'Union particulière peuvent se faire représenter par des observateurs aux réunions de l'Assemblée et, si elle en décide ainsi, à celles des comités et groupes de travail institués par elle.

ΔΙΑΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ ΤΟΥ ΣΤΡΑΣΒΟΥΡΓΟΥ ΠΟΥ ΑΦΟΡΑ ΤΗ ΔΙΕΘΝΗ ΤΑΞΙΝΟΜΗΣΗ ΤΩΝ ΔΙΠΛΩΜΑΤΩΝ ΕΥΡΕΣΙΤΕΧΝΙΑΣ ΤΗΣ 24ης ΜΑΡΤΙΟΥ 1971, ΟΠΩΣ ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΘΗΚΕ ΣΤΙΣ 28 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1979

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη,

ΘΕΩΡΩΝΤΑΣ ότι η υιοθέτηση, σε διεθνές επίπεδο, ενιαίου συστήματος για την ταξινόμηση των διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας, των πιστοποιητικών πατρότητας της εφεύρεσης, των υποδειγμάτων χρησιμότητας και των πιστοποιητικών χρησιμότητας ανταποκρίνεται στο γενικό συμφέρον και έχει τη δυνατότητα εκ φύσεως να δημιουργήσει πιο στενή διεθνή συνεργασία και να ευνοήσει την εναρμόνιση των νομικών συστημάτων στον τομέα της βιομηχανικής ιδιοκτησίας,

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ τη σημασία της Ευρωπαϊκής Σύμβασης για τη Διεθνή Ταξινόμηση των Διπλωμάτων Ευρεσιτεχνίας της 19ης Δεκεμβρίου 1954, με την οποία το Συμβούλιο της Ευρώπης δημιούργησε τη Διεθνή Ταξινόμηση για τα Διπλώματα Ευρεσιτεχνίας,

ΕΧΟΝΤΑΣ ΥΠΟΨΗ την παγκόσμια αξία της ταξινόμησης αυτής και τη σημασία που έχει για όλα τα Κράτη-Μέλη της Συμβάσεως των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας,

ΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ τη σημασία που έχει η ταξινόμηση αυτή για τις αναπτυσσόμενες χώρες, αφού διευκολύνει την πρόσβαση στον ολοένα αυξανόμενο όγκο της σύγχρονης τεχνολογίας,

ΕΧΟΝΤΑΣ ΥΠΟΨΗ το άρθρο 19 της Σύμβασης των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας της 20ής Μαρτίου 1883, έτσι όπως αναθεωρήθηκε στις Βρυξέλλες στις 14 Δεκεμβρίου 1900, στην Ουάσινγκτον στις 2 Ιουνίου 1911, στη Χάγη στις 6 Νοεμβρίου 1925, στο Λονδίνο στις 2 Ιουνίου 1934, στη Λισσαβώνα στις 31 Οκτωβρίου 1958 και στη Στοκχόλμη στις 14 Ιουλίου 1967,

ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ ΤΑ ΑΚΟΛΟΥΘΑ :

Άρθρο 1
Δημιουργία Ιδιαίτερης Ενώσεως- Υιοθέτηση της Διεθνούς Ταξινόμησης

Οι χώρες στις οποίες εφαρμόζεται ο παρών Διακανονισμός δημιουργούν Ιδιαίτερη Ένωση και υιοθετούν μια κοινή ταξινόμηση, η οποία ονομάζεται "Διεθνής Ταξινόμηση των Διπλωμάτων Ευρεσιτεχνίας" (που στο εξής θα ονομάζεται "Ταξινόμηση"), για τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας, τα πιστοποιητικά πατρότητας εφεύρεσης, τα υποδείγματα χρησιμότητας και τα πιστοποιητικά χρησιμότητας.

Άρθρο 2
Ο ορισμός της ταξινόμησης

1) α) Η ταξινόμηση αποτελείται από:

i. το κείμενο το οποίο καταρτίζεται σύμφωνα με τις διατάξεις της Ευρωπαϊκής Σύμβασης για τη Διεθνή Ταξινόμηση των Διπλωμάτων Ευρεσιτεχνίας της 19ης Δεκεμβρίου 1954 (που στο εξής θα ονομάζεται "Ευρωπαϊκή Σύμβαση") και το οποίο τέθηκε σε ισχύ και δημοσιεύθηκε από το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης την 1η Σεπτεμβρίου 1968,

ii. τις τροποποιήσεις οι οποίες τέθηκαν σε ισχύ σύμφωνα με το άρθρο 2 παράγραφος 2 της Ευρωπαϊκής Σύμβασης πριν από τη θέση σε ισχύ του παρόντος Διακανονισμού,

iii. τις τροποποιήσεις οι οποίες επήλθαν στη συνέχεια σύμφωνα με το άρθρο 5 και οι οποίες τίθενται σε ισχύ σύμφωνα με το άρθρο 6.

β) Ο οδηγός χρήσης και οι σημειώσεις οι οποίες περιέχονται στο κείμενο της ταξινόμησης αποτελούν πλήρες μέρος της ταξινόμησης αυτής.

2) α) Το κείμενο που αναφέρεται στην παράγραφο 1) α) i συντάσσεται σε δύο αυθεντικά αντίγραφα στα αγγλικά και γαλλικά, τα οποία κατατίθενται κατά την ημερομηνία που ο παρών Διακανονισμός είναι ανοικτός για υπογραφή. Το ένα από τα κείμενα αυτά κατατίθεται ενώπιον του Γενικού Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης και το άλλο ενώπιον του Γενικού Διευθυντή του Παγκόσμιου Οργανισμού Διανοητικής Ιδιοκτησίας (που θα ονομάζονται στο εξής αντίστοιχα "Γενικός Διευθυντής και "Οργανισμός"), ο οποίος δημιουργήθηκε από τη Σύμβαση της 14ης Ιουλίου 1967.

β) Οι τροποποιήσεις που αναφέρονται στην παράγραφο 1) α) ii κατατίθενται σε δύο αυθεντικά αντίγραφα στην αγγλική και γαλλική, το ένα ενώπιον του Γενικού Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης και το άλλο ενώπιον του Γενικού Διευθυντή.

γ) Οι τροποποιήσεις που αναφέρονται στην παράγραφο 1) α) iii, κατατίθενται σε ένα μόνο αυθεντικό αντίγραφο στα αγγλικά και γαλλικά, ενώπιον του Γενικού Διευθυντή.

Άρθρο 3
Γλώσσες ταξινόμησης

1) Η ταξινόμηση συντάσσεται στην αγγλική και γαλλική και τα κείμενα και των δύο γλωσσών θεωρούνται εξίσου αυθεντικά.

2) Το Διεθνές Γραφείο του Οργανισμού (που θα ονομάζεται στο εξής "Διεθνές Γραφείο") συντάσσει, μετά από διαβούλευση με τις ενδιαφερόμενες κυβερνήσεις, είτε με βάση μετάφραση που προτείνεται από τις κυβερνήσεις αυτές είτε προσφεύγοντας σε οποιοδήποτε άλλο μέσο με το οποίο δεν θα υπάρχει ουδεμία οικονομική επιβάρυνση στον προϋπολογισμό της Ιδιαίτερης Ενώσεως ή για τον Οργανισμό, αυθεντικά κείμενα της ταξινόμησης στα γερμανικά, ισπανικά, ιαπωνικά, πορτογαλικά, ρωσικά και σε άλλες γλώσσες που θα μπορεί να υποδείξει η Συνέλευση που αναφέρεται στο άρθρο 7.

Άρθρο 4
Εφαρμογή της ταξινόμησης

1) Η ταξινόμηση έχει διοικητικό μόνο χαρακτήρα.

2) Καθεμία από τις χώρες της Ιδιαίτερης Ενώσεως έχει τη δυνατότητα να εφαρμόσει την ταξινόμηση, είτε ως κύριο σύστημα είτε ως βοηθητικό σύστημα.

3) Οι αρμόδιες διοικήσεις των χωρών της Ιδιαίτερης Ενώσεως θα καταγράψουν:

i. στα διπλώματα ευρεσιτεχνίας, στα πιστοποιητικά πατρότητας της εφεύρεσης, στα υποδείγματα χρησιμότητας και στα πιστοποιητικά χρησιμότητας τα οποία χορηγούν, καθώς επίσης και στις αιτήσεις για τους εν λόγω τίτλους, είτε τα δημοσιεύουν είτε τα θέτουν απλώς

στη διάθεση του κοινού για ενημέρωση,

ii. στις γνωστοποιήσεις με τις οποίες μέσα από τα επίσημα περιοδικά γίνεται γνωστή η δημοσίευση ή η διάθεση στο κοινό των εγγράφων που αναφέρονται στην υποπαράγραφο i,

τα πλήρη σύμβολα της ταξινόμησης τα οποία αφορούν την εφεύρεση που είναι αντικείμενο του παραπάνω αναφερόμενου εγγράφου στην υποπαράγραφο i.

4) Κατά τη στιγμή της υπογραφής του παρόντος Διακανονισμού ή της κατάθεσης του εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης:

i. κάθε χώρα μπορεί να δηλώσει ότι επιφυλάσσεται να μην αναγράφει τα σύμβολα που αναφέρονται σε ομάδες ή σε υποομάδες της ταξινόμησης για τις αιτήσεις που αναφέρονται στην παραπάνω παράγραφο 3, οι οποίες τίθενται στη διάθεση του κοινού μόνο για ενημέρωση, καθώς επίσης και στις σχετικές γνωστοποιήσεις,

ii. κάθε χώρα η οποία δεν προβαίνει σε έλεγχο του νέου χαρακτήρα των εφευρέσεων, είτε αυτό πραγματοποιείται αμέσως είτε σε μεταγενέστερο χρονικό διάστημα, και επομένως η διαδικασία χορήγησης των διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας και των άλλων τίτλων προστασίας δεν προβλέπει έρευνα για τη στάθμη της τεχνικής, μπορεί να δηλώσει ότι επιφυλάσσεται του δικαιώματός της να αναπαραστήσει τα σύμβολα που αναφέρονται σε ομάδες ή σε υποομάδες ταξινόμησης στα έγγραφα και στις γνωστοποιήσεις που αναφέρονται στην παραπάνω παράγραφο 3. Στην περίπτωση που οι προϋποθέσεις αυτές συντρέχουν για ορισμένες μόνο κατηγορίες των τίτλων προστασίας ή ορισμένους τομείς τεχνικής, η εν λόγω χώρα δεν μπορεί να κάνει χρήση της επιφύλαξης παρά μόνο για τους λόγους αυτούς.

5) Τα σύμβολα της ταξινόμησης των οποίων προϋπάρχει η ένδειξη "Διεθνής Ταξινόμηση των Διπλωμάτων Ευρεσιτεχνίας" ή η συντομογραφία που έχει αποφασισθεί από την Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων που αναφέρεται στο άρθρο 5, θα τυπωθούν με έντονους χαρακτήρες ή με κάθε άλλο τρόπο ώστε να γίνονται καλά αντιληπτά στο επάνω μέρος καθενός από τα έγγραφα που αναφέρονται στην παράγραφο 3) i., στα οποία πρέπει να απεικονίζονται τα εν λόγω σύμβολα.

6) Εάν μια χώρα της Ιδιαίτερης Ενώσεως αναθέσει τη χορήγηση των διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας σε διακυβερνητική διοίκηση, λαμβάνει όλα τα απαραίτητα μέτρα κατά τη γνώμη της ούτως ώστε η διοίκηση αυτή να εφαρμόσει την ταξινόμηση σύμφωνα με το παρόν άρθρο.

Άρθρο 5
Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων

1) Ιδρύεται Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων στην οποία εκπροσωπείται καθεμία από τις χώρες της Ιδιαίτερης Ενώσεως.

2) α) Ο Γενικός Διευθυντής καλεί τους διακυβερνητικούς οργανισμούς που είναι ειδικευμένοι στον τομέα των διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας και στους οποίους μία τουλάχιστον από τις χώρες μέλη είναι μέλος του παρόντος Διακανονισμού για να εκπροσωπηθούν με παρατηρητές στις συσκέψεις της Επιτροπής Εμπειρογνωμόνων.

β) Ο Γενικός Διευθυντής μπορεί, και μετά από αίτημα της Επιτροπής Εμπειρογνωμόνων οφείλει, να καλέσει τους εκπροσώπους των άλλων διακυβερνητικών οργανισμών και οργανισμών διεθνών μη διακυβερνητικών να λάβουν μέρος στις συζητήσεις που τους ενδιαφέρουν.

3) Η Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων:

i. τροποποιεί την ταξινόμηση,

ii. απευθύνει στις χώρες της Ιδιαίτερης Ενώσεως συστάσεις, ούτως ώστε να διευκολύνεται η χρήση της ταξινόμησης και να προωθείται η ενιαία εφαρμογή της,

iii. παρέχει τη συνδρομή της για να προωθείται η διεθνής συνεργασία για την επαναταξινόμηση των εγγράφων τεκμηρίωσης που χρησιμοποιούνται για την εξέταση των εφευρέσεων, λαμβάνοντας κυρίως υπόψη τις ανάγκες των αναπτυσσόμενων χωρών,

iv. λαμβάνει όλα τα άλλα απαραίτητα μέτρα τα οποία, χωρίς να έχουν οικονομικές επιπτώσεις στον προϋπολογισμό της Ιδιαίτερης Ενώσεως ή για τον Οργανισμό, διευκολύνουν εκ φύσεως την εφαρμογή της ταξινόμησης από τις αναπτυσσόμενες χώρες,

v. έχει τη δυνατότητα να ιδρύει υποεπιτροπές και ομάδες εργασίας.

4) Η Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων υιοθετεί τον εσωτερικό της Κανονισμό. Ο Κανονισμός αυτός δίνει τη δυνατότητα στους διακυβερνητικούς οργανισμούς που αναφέρονται στην παραπάνω παράγραφο 2) α) και οι οποίοι μπορούν να συμβάλλουν ουσιαστικά στην εξέλιξη της ταξινόμησης, να λαμβάνουν μέρος στις συνεδριάσεις των υποεπιτροπών και ομάδων εργασίας της Επιτροπής Εμπειρογνωμόνων.

5) Οι προτάσεις τροποποίησης της ταξινόμησης μπορούν να γίνουν από την αρμόδια διοίκηση κάθε χώρας της Ιδιαίτερης Ενώσεως, από το Διεθνές Γραφείο, τους διακυβερνητικούς οργανισμούς που εκπροσωπούνται στην Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων, σύμφωνα με την παραπάνω παράγραφο 2) α) και οποιουσδήποτε άλλους οργανισμούς που ειδικά προσκαλούνται από την Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων για να παρουσιάσουν παρόμοιες προτάσεις. Οι προτάσεις γνωστοποιούνται στο Διεθνές Γραφείο, το οποίο τις υποβάλλει στα μέλη της Επιτροπής Εμπειρογνωμόνων και στους παρατηρητές το αργότερο δύο μήνες πριν τη συνεδρίαση της Επιτροπής Εμπειρογνωμόνων κατά τη διάρκεια της οποίας αυτές θα εξεταστούν.

6) α) Κάθε χώρα μέλος της Επιτροπής Εμπειρογνωμόνων έχει μία μόνο ψήφο.

β) Η Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων αποφασίζει με απλή πλειοψηφία των χωρών που εκπροσωπούνται και ψηφίζουν.

γ) Κάθε απόφαση για την οποία το 1/5 των χωρών που εκπροσωπούνται και ψηφίζουν θεωρούν ότι επιφέρει μετατροπή της ουσιαστικής δομής της ταξινόμησης ή επισύρει σημαντική εργασία αναταξινόμησης, πρέπει να λαμβάνεται με την πλειοψηφία των 3/4 των χωρών που εκπροσωπούνται και ψηφίζουν.

δ) Η αποχή δεν θεωρείται ως ψήφος.

Άρθρο 6
Κοινοποίηση, θέση σε ισχύ και δημοσίευση των τροποποιήσεων και των άλλων αποφάσεων

1) Όλες οι αποφάσεις της Επιτροπής Εμπειρογνωμόνων σχετικά με τις τροποποιήσεις που γίνονται στην ταξινόμηση, καθώς επίσης και οι συστάσεις της Επιτροπής Εμπειρογνωμόνων κοινοποιούνται από το Διεθνές Γραφείο στις αρμόδιες διοικήσεις των χωρών μελών της Ιδιαίτερης Ενώσεως. Οι τροποποιήσεις τίθενται σε ισχύ έξι μήνες μετά την ημερομηνία αποστολής των γνωστοποιήσεων.

2) Το Διεθνές Γραφείο ενσωματώνει στην ταξινόμηση τις τροποποιήσεις που τίθενται σε ισχύ. Οι τροποποιήσεις δημοσιεύονται σε περιοδικά που ορίζονται από τη Συνέλευση, σύμφωνα με το άρθρο 7.

Άρθρο 7
Συνέλευση της Ιδιαίτερης Ενώσεως

1) α) Η Ιδιαίτερη Ένωση συγκαλείται σε Συνέλευση η οποία αποτελείται από τις χώρες της Ιδιαίτερης Ενώσεως.

β) Η Κυβέρνηση κάθε χώρας της Ιδιαίτερης Ενώσεως εκπροσωπείται από έναν αντιπρόσωπο, ο οποίος μπορεί να έχει αναπληρωτές αντιπροσώπους, συμβούλους και εμπειρογνώμονες.

γ) Κάθε διακυβερνητική οργάνωση που αναφέρεται στο άρθρο 5) 2) α) μπορεί να εκπροσωπείται από έναν παρατηρητή στις συνεδριάσεις της Συνελεύσεως και, εάν η Συνέλευση το αποφασίσει, να εκπροσωπείται και στις συνεδριάσεις των επιτροπών και των ομάδων εργασίας που δημιουργούνται από τη Συνέλευση.

δ) Τα έξοδα κάθε αντιπροσωπείας καταβάλλονται από την κυβέρνηση που την ορίζει.

2) α) Με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 5, η Συνέλευση:

i. εξετάζει όλα τα θέματα που αφορούν τη διατήρηση και ανάπτυξη της Ιδιαίτερης Ενώσεως και την εφαρμογή του παρόντος Διακανονισμού,

ii. δίνει στο Διεθνές Γραφείο οδηγίες που αφορούν την προετοιμασία των διασκέψεων αναθεώρησης,

iii. εξετάζει και αποδέχεται τις εκθέσεις και τις δραστηριότητες του Γενικού Διευθυντή που αφορούν την Ιδιαίτερη Ένωση και του δίνει χρήσιμες οδηγίες για τα θέματα της αρμοδιότητας της Ιδιαίτερης Ενώσεως,

iv. αποφασίζει το πρόγραμμα, υιοθετεί το διετή προϋπολογισμό της Ιδιαίτερης Ενώσεως και αποδέχεται τους λογαριασμούς για τη λήξη της ετήσιας χρήσης,

v. υιοθετεί τον Οικονομικό Κανονισμό της Ιδιαίτερης Ενώσεως,

vi. αποφασίζει για τη σύνταξη επίσημων κειμένων της ταξινόμησης σε άλλες γλώσσες εκτός από αγγλικά, γαλλικά και εκείνες που απαριθμούνται στο άρθρο 3 παράγραφος 2,

vii. δημιουργεί επιτροπές και ομάδες εργασίας, εφόσον τις θεωρεί χρήσιμες, για την πραγματοποίηση των σκοπών της Ιδιαίτερης Ενώσεως,

viii. αποφασίζει, με την επιφύλαξη της παραγράφου 1) γ) ποιες είναι οι χώρες μη μέλη της Ιδιαίτερης Ενώσεως και ποιοι είναι οι διακυβερνητικοί οργανισμοί και οι διεθνείς μη κυβερνητικοί οργανισμοί, οι οποίοι μπορούν να γίνουν αποδεκτοί ως παρατηρητές στις συνεδριάσεις της, καθώς επίσης και στις συνεδριάσεις των επιτροπών και των ομάδων εργασίας που συστήνονται από τη Συνέλευση,

ix. αναλαμβάνει κάθε άλλη κατάλληλη ενέργεια για να επιτύχει τους σκοπούς της Ιδιαίτερης Ενώσεως,

x. έχει όλα τα άλλα καθήκοντα που της ανατίθενται από τον παρόντα Διακανονισμό.

β) Για τα θέματα τα οποία ενδιαφέρουν εξίσου άλλες Ενώσεις που διοικούνται από τον Οργανισμό, η Συνέλευση αποφασίζει λαμβάνοντας υπόψη τη γνώμη της Συντονιστικής Επιτροπής του Οργανισμού.

3) α) Κάθε χώρα μέλος της Συνελεύσεως έχει μία ψήφο.

β) Η Συνέλευση συνεδριάζει με απαρτία εάν παρίσταται το ήμισυ των χωρών μελών της.

γ) Εάν η απαρτία αυτή δεν επιτευχθεί, η Συνέλευση μπορεί να λαμβάνει αποφάσεις. Παρ'όλα αυτά, οι αποφάσεις της Συνελεύσεως, με εξαίρεση εκείνες που αφορούν τη διαδικασία, δεν καθίστανται εκτελεστές παρά μόνο όταν συντρέχουν οι προϋποθέσεις που αναφέρονται παρακάτω. Το Διεθνές Γραφείο κοινοποιεί τις εν λόγω αποφάσεις στα Κράτη-Μέλη της Συνελεύσεως τα οποία δεν παρίσταντο σ' αυτές και τα καλεί να εκθέσουν γραπτά, μέσα σε προθεσμία τριών μηνών από την ημερομηνία της κοινοποίησης αυτής, την ψήφο τους ή την αποχή τους. Εάν, μετά την πάροδο της προθεσμίας αυτής, ο αριθμός των χωρών οι οποίες εξέφρασαν την ψήφο τους ή την αποχή τους είναι τουλάχιστον ίσος προς τον αριθμό των χωρών ο οποίος απαιτείτο για να υπάρξει απαρτία κατά τη συνεδρίαση, οι εν λόγω αποφάσεις καθίστανται εκτελεστές, εφόσον βέβαια κατά την ίδια χρονική στιγμή συνεχίζει να υπάρχει η απαιτούμενη πλειοψηφία.

δ) Με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 11 παράγραφος 2, οι αποφάσεις της Συνέλευσης λαμβάνονται με πλειοψηφία των 2/3 των εκπεφρασμένων ψήφων.

ε) Η αποχή δεν θεωρείται ως ψήφος.

στ) Κάθε εκπρόσωπος αντιπροσωπεύει μία μόνο χώρα και μπορεί να ψηφίσει μόνο για λογαριασμό της χώρας αυτής.

4) α) Η Συνέλευση συνεδριάζει μία φορά κάθε δύο χρόνια σε τακτική συνεδρίαση, μετά από πρόσκληση του Γενικού Διευθυντή και, εκτός από εξαιρετικές περιπτώσεις, κατά την ίδια χρονική περίοδο και στον ίδιο τόπο με τη Γενική Συνέλευση του Οργανισμού.

β) Η Συνέλευση συνεδριάζει σε έκτακτη συνεδρίαση, με πρόσκληση που απευθύνει ο Γενικός Διευθυντής, ύστερα από αίτημα του 1/4 των Κρατών-Μελών της Συνελεύσεως.

γ) Η ημερήσια διάταξη κάθε συνεδρίασης προετοιμάζεται από το Γενικό Διευθυντή.

5) Η Συνέλευση υιοθετεί τον εσωτερικό της Κανονισμό.

Άρθρο 8
Διεθνές Γραφείο

1) α) Τα διοικητικά καθήκοντα που έχει η Ιδιαίτερη Ένωση ασκούνται από το Διεθνές Γραφείο.

β) Ιδίως, το Διεθνές Γραφείο προετοιμάζει τις συνεδριάσεις και εξασφαλίζει τη γραμματειακή υποστήριξη της Συνέλευσης, της Επιτροπής των Εμπειρογνωμόνων και κάθε άλλης επιτροπής ή ομάδας εργασίας τις οποίες δημιουργεί η Συνέλευση ή η Ομάδα Εμπειρογνωμόνων.

γ) Ο Γενικός Διευθυντής θεωρείται ο ανώτατος υπάλληλος της Ιδιαίτερης Ενώσεως και την εκπροσωπεί.

2) Ο Γενικός Διευθυντής και κάθε μέλος του προσωπικού που ορίζεται από αυτόν λαμβάνει μέρος, χωρίς δικαίωμα ψήφου, σε όλες στις συσκέψεις της Συνελεύσεως, της Επιτροπής Εμπειρογνωμόνων και κάθε άλλης επιτροπής ή ομάδας εργασίας που δημιουργεί η Συνέλευση ή η Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων. Ο Γενικός Διευθυντής ή ένα μέλος του προσωπικού που ορίζεται από αυτόν είναι εξ επαγγέλματος γραμματέας των οργάνων αυτών.

3) α) Το Διεθνές Γραφείο προετοιμάζει τις διασκέψεις αναθεώρησης σύμφωνα με τις οδηγίες της Συνελεύσεως.

β) Το Διεθνές Γραφείο μπορεί να συμβουλεύεται

διακυβερνητικούς οργανισμούς και διεθνείς μη κυβερνητικούς οργανισμούς για την προετοιμασία των διασκέψεων αναθεώρησης.

γ) Ο Γενικός Διευθυντής και τα πρόσωπα που ορίζονται από αυτόν λαμβάνουν μέρος, χωρίς δικαίωμα ψήφου, στις αποφάσεις των διασκέψεων αναθεώρησης.

4) Το Διεθνές Γραφείο ασκεί και όλα τα άλλα καθήκοντα τα οποία του ανατίθενται.

Άρθρο 9
Οικονομικά

1) α) Η Ιδιαίτερη Ένωση έχει προϋπολογισμό.

β) Ο προϋπολογισμός της Ιδιαίτερης Ενώσεως περιλαμβάνει τα ίδια έσοδα και έξοδα της Ιδιαίτερης Ενώσεως, τη συνεισφορά της Ενώσεως στον προϋπολογισμό των κοινών εξόδων όλων των Ενώσεων, καθώς επίσης, εφόσον είναι απαραίτητο, το ποσό που τίθεται στη διάθεση του προϋπολογισμού για τη Συνδιάσκεψη του Οργανισμού.

γ) Θεωρούνται ως κοινά έξοδα των Ενώσεων τα έξοδα τα οποία δεν αφορούν αποκλειστικά και μόνο την Ιδιαίτερη Ένωση αλλά επίσης και μία ή περισσότερες από τις άλλες Ενώσεις που διοικούνται από τον Οργανισμό. Το μέρος της Ιδιαίτερης Ενώσεως στα κοινά αυτά έξοδα είναι ανάλογο με το ενδιαφέρον που παρουσιάζουν τα έξοδα αυτά για την ίδια την Ένωση.

2) Ο προϋπολογισμός της Ιδιαίτερης Ενώσεως αποφασίζεται λαμβανομένων υπόψη των απαιτήσεων συντονισμού με τους προϋπολογισμούς των άλλων Ενώσεων που διοικούνται από τον Οργανισμό.

3) Ο προϋπολογισμός της Ιδιαίτερης Ενώσεως χρηματοδοτείται από τις ακόλουθες πηγές:

i. τις συνεισφορές των Κρατών της Ιδιαίτερης Ενώσεως,

ii. τα τέλη και τα οφειλόμενα ποσά για τις παρεχόμενες υπηρεσίες από το Διεθνές Γραφείο για λογαριασμό της Ιδιαίτερης Ενώσεως,

iii. το ποσό από την πώληση των δημοσιεύσεων του Διεθνούς Γραφείου που αφορά την Ιδιαίτερη Ένωση και τα δικαιώματα που σχετίζονται με τις δημοσιεύσεις αυτές,

iv. τις δωρεές, τα κληροδοτήματα και τις επιχορηγήσεις,

v. τα ενοίκια, τους τόκους και τα άλλα διάφορα έσοδα.

4) α) Για τον καθορισμό του μέρους της συνεισφοράς σύμφωνα με την προηγούμενη παράγραφο 3) i., κάθε χώρα της Ιδιαίτερης Ενώσεως ανήκει στην κατηγορία στην οποία έχει τοποθετηθεί σε ό,τι αφορά την Ένωση των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας και πληρώνει την ετήσια συνεισφορά της με βάση τον αριθμό των ενοτήτων οι οποίες καθορίζονται για την κατηγορία αυτή στην Ένωση.

β) Η ετήσια εισφορά κάθε χώρας της Ιδιαίτερης Ενώσεως αφορά ποσό το οποίο είναι ανάλογο με το συνολικό ποσό των ετήσιων συνεισφορών στον προϋπολογισμό της Ιδιαίτερης Ενώσεως όλων των χωρών και είναι το ίδιο με τη σχέση μεταξύ του αριθμού των ενοτήτων της κατηγορίας στην οποία έχει τοποθετηθεί το κράτος και του συνολικού αριθμού των ενοτήτων όλων των χωρών.

γ) Οι εισφορές οφείλονται την 1η Ιανουαρίου κάθε χρόνου.

δ) Η χώρα η οποία καθυστερεί την πληρωμή των εισφορών δεν μπορεί να ασκήσει το δικαίωμα ψήφου της σε κανένα από τα όργανα της Ιδιαίτερης Ενώσεως, εάν το ποσό το οποίο υπολείπεται είναι ίσο ή ανώτερο με εκείνο των συνεισφορών οι οποίες οφείλονται για τα δύο πλήρη προηγούμενα χρόνια. Παρ' όλα αυτά, σε μία τέτοια χώρα μπορεί να της επιτραπεί να διατηρήσει την άσκηση του δικαιώματος ψηφοφορίας στο εν λόγω όργανο για όσο χρονικό διάστημα το εν λόγω όργανο θεωρεί ότι η καθυστέρηση έχει επέλθει από εξαιρετικές και αναπόφευκτες περιστάσεις.

ε) Στην περίπτωση που ο προϋπολογισμός δεν έχει υιοθετηθεί πριν την έναρξη της νέας χρήσης, ισχύει ο προϋπολογισμός του προηγούμενου έτους σύμφωνα με τους όρους που προβλέπονται στον Οικονομικό Κανονισμό.

5) Το ύψος των τελών και ποσών που οφείλονται για τις υπηρεσίες που παρέχει το Διεθνές Γραφείο για λογαριασμό της Ιδιαίτερης Ενώσεως καθορίζεται από το Γενικό Διευθυντή, ο οποίος το αναφέρει στη Συνέλευση.

6) α) Η Ιδιαίτερη Ένωση έχει ένα κεφάλαιο κινήσεως το οποίο αποτελείται από εφάπαξ καταβολές που πραγματοποιούνται από κάθε χώρα της Ιδιαίτερης Ενώσεως. Εάν το κεφάλαιο αυτό καταστεί ανεπαρκές, η Συνέλευση αποφασίζει για την αύξησή του.

β) Το ποσό αρχικής καταβολής κάθε χώρας στο εν λόγω κεφάλαιο ή της συμμετοχής στην αύξηση του κεφαλαίου αυτού είναι ανάλογο με τη συνεισφορά της χώρας για το έτος κατά το οποίο εδημιουργείτο το κεφάλαιο αυτό ή αποφασίζεται η αυξησή του.

γ) Η αναλογία και οι τρόποι καταβολής αποφασίζονται από τη Συνέλευση μετά από πρόταση του Γενικού Διευθυντή και ύστερα από γνώμη της Επιτροπής Συντονισμού του Οργανισμού.

7) α) Η συμφωνία για την έδρα, η οποία υπογράφεται με τη χώρα στο έδαφος της οποίας ο Οργανισμός έχει την έδρα του, προβλέπει ότι εάν το κεφάλαιο κινήσεως είναι ανεπαρκές, η χώρα αυτή χορηγεί πρόκαταβολές. Το ποσό των προκαταβολών και οι προϋποθέσεις σύμφωνα με τις οποίες καταβάλλονται αποτελούν αντικείμενο, σε κάθε περίπτωση, ξεχωριστών συμφωνιών μεταξύ της εν λόγω χώρας και του Οργανισμού.

β) Η χώρα που αναφέρεται στο παραπάνω εδάφιο α' και ο Οργανισμός έχουν καθένας το δικαίωμα να καταγγείλουν τη δέσμευση για χορηγήση προκαταβολών χρησιμοποιώντας γραπτή γνωστοποίηση. Η καταγγελία έχει αποτελέσματα τρία χρόνια μετά το τέλος του έτους κατά τη διάρκεια του οποίου κοινοποιήθηκε.

8) Ο έλεγχος των ισολογισμών εξασφαλίζεται, σύμφωνα με τους όρους που προβλέπονται στον Οικονομικό Κανονισμό, από μία ή περισσότερες χώρες της Ενώσεως ή από εξωτερικούς ελεγκτές οι οποίοι έχουν ορισθεί από τη Συνέλευση, με τη σύμφωνη γνώμη τους.

Άρθρο 10
Αναθεώρηση του Διακανονισμού

1) Ο παρών Διακανονισμός μπορεί να αναθεωρείται περιοδικά από ειδικές διασκέψεις των χωρών της Ιδιαίτερης Ενώσεως.

2) Η σύγκληση των διασκέψεων αναθεώρησης αποφασίζεται από τη Συνέλευση.

3) Τα άρθρα 7,8,9 και 11 μπορούν να τροποποιηθούν είτε από τις διασκέψεις αναθεώρησης είτε σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 11.

Άρθρο 11
Τροποποίηση ορισμένων διατάξεων του Διακανονισμού

1) Προτάσεις για τροποποιήσεις των άρθρων 7,8,9 και του παρόντος άρθρου μπορούν να κατατεθούν από κάθε χώρα της Ιδιαίτερης Ενώσεως ή από το Γενικό Διευθυντή. Οι προτάσεις αυτές γνωστοποιούνται από το Γενικό Διευθυντή στις χώρες της Ιδιαίτερης Ενώσεως έξι μήνες τουλάχιστον πριν να υποβληθούν για συζήτηση στη Συνέλευση.

2) Κάθε τροποποίηση των άρθρων που αναφέρονται στην προηγούμενη παράγραφο 1 υιοθετείται από τη Συνέλευση. Η υιοθέτηση απαιτεί τα 3/4 των εκπεφρασμένων ψήφων. Παρ'όλα αυτά, κάθε τροποποίηση του άρθρου 7 και της παρούσας παραγράφου απαιτεί την πλειοψηφία των 4/5 των εκπεφρασμένων ψήφων.

3) α) Κάθε τροποποίηση των άρθρων που αναφέρονται στην παραπάνω παράγραφο 1 τίθεται σε ισχύ ένα μήνα μετά την παραλαβή από το Γενικό Διευθυντή των γραπτών γνωστοποιήσεων αποδοχής, οι οποίες πραγματοποιούνται σύμφωνα με τους αντίστοιχους συνταγματικούς τους κανόνες εκ μέρους των 3/4 των χωρών οι οποίες ήταν μέλη της Ιδιαίτερης Ενώσεως τη χρονική στιγμή κατά την οποία υιοθετήθηκε η τροποποίηση.

β) Κάθε τροποποίηση των εν λόγω άρθρων η οποία υιοθετείται με αυτόν τον τρόπο δεσμεύει όλες τις χώρες που είναι μέλη της Ιδιαίτερης Ενώσεως κατά τη χρονική στιγμή κατά την οποία η τροποποίηση τίθεται σε ισχύ. Παρ'όλα αυτά, κάθε τροποποίηση που αυξάνει τις οικονομικές δεσμεύσεις των χωρών της Ενώσεως δεσμεύει μόνο εκείνες τις χώρες οι οποίες έχουν γνωστοποιήσει την αποδοχή της εν λόγω τροποποίησης.

γ) Κάθε τροποποίηση η οποία γίνεται δεκτή σύμφωνα με το παραπάνω εδάφιο α', δεσμεύει όλες τις χώρες οι οποίες γίνονται μέλη της Ιδιαίτερης Ενώσεως μετά από την ημερομηνία κατά την οποία η τροποποίηση τέθηκε σε ισχύ σύμφωνα με το παραπάνω εδάφιο α'.

Άρθρο 12
Όροι σύμφωνα με τους οποίους οι χώρες μπορούν να γίνουν μέλη του Διακανονισμού

1) Κάθε χώρα μέλος στη Σύμβαση των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας μπορεί να γίνει μέλος στον παρόντα Διακανονισμό με:

i. την υπογραφή της, η οποία συνοδεύεται από την κατάθεση του εγγράφου επικύρωσης, ή

ii. την κατάθεση του εγγράφου προσχώρησης.

2) Τα έγγραφα επικύρωσης ή προσχώρησης κατατίθενται ενώπιον του Γενικού Διευθυντή.

3) Οι διατάξεις του άρθρου 24 της Πράξης της Στοκχόλμης της Σύμβασης των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας εφαρμόζονται στον παρόντα Διακανονισμό.

4) Η παράγραφος 3 δεν θα πρέπει, σε καμία περίπτωση, να ερμηνευθεί ότι επιφέρει αναγνώριση ή σιωπηρή αποδοχή από ένα οποιοδήποτε Κράτος-Μέλος της Ιδιαίτερης Ενώσεως εδαφών εκ του γεγονότος εφαρμογής του παρόντος Διακανονισμού, σύμφωνα με την εν λόγω παράγραφο, σε όλα τα εδάφη ενός Κράτους- Μέλους.

Άρθρο 13
Θέση σε ισχύ του Διακανονισμού

1) α) Ο παρών Διακανονισμός τίθεται σε ισχύ ένα χρόνο μετά την κατάθεση των εγγράφων επικύρωσης ή προσχώρησης:

i) των δύο τρίτων των χωρών οι οποίες κατά την ημερομηνία θέσεως του παρόντος Διακανονισμού για υπογραφή είναι μέλη της Ευρωπαϊκής Σύμβασης, και

ii) τριών χωρών μελών της Συμβάσεως των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας αλλά όχι μελών της Ευρωπαϊκής Σύμβασης, όπου η μία τουλάχιστον θα πρέπει να είναι χώρα στην οποία σύμφωνα με τις πλέον πρόσφατες ετήσιες στατιστικές που δημοσιεύονται από το Διεθνές Γραφείο κατά την ημερομηνία κατάθεσης του εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης είχαν κατατεθεί στη χώρα αυτή περισσότερες από 40.000 αιτήσεις διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας ή πιστοποιητικών πατρότητας εφεύρεσης.

β) Έναντι όλων των άλλων χωρών, εκτός των χωρών για τις οποίες ο Διακανονισμός έχει τεθεί σε ισχύ σύμφωνα με το παραπάνω εδάφιο α', ο παρών Διακανονισμός τίθεται σε ισχύ ένα χρόνο μετά την ημερομηνία κατά την οποία η επικύρωση ή η προσχώρηση της εν λόγω χώρας γνωστοποιήθηκε από το Γενικό Διευθυντή, εκτός εάν μια μεταγενέστερη ημερομηνία έχει μνημονευθεί στο έγγραφο επικύρωσης ή προσχώρησης. Στην τελευταία αυτή περίπτωση ο παρών Διακανονισμός τίθεται σε ισχύ για την εν λόγω χώρα από την ημερομηνία αυτή.

γ) Οι χώρες μέλη της Ευρωπαϊκής Σύμβασης, οι οποίες επικυρώνουν τον παρόντα Διακανονισμό ή οι οποίες προσχωρούν σ'αυτόν, είναι υποχρεωμένες να καταγγείλουν την εν λόγω Σύμβαση το αργότερο με αποτελέσματα από την ημερομηνία κατά την οποία ο παρών Διακανονισμός τίθεται σε ισχύ για αυτές.

2) Η επικύρωση ή η προσχώρηση έχει ως αποτέλεσμα την υιοθέτηση όλων των ρητρών και την αποδοχή όλων των πλεονεκτημάτων που ορίζονται από τον παρόντα Διακανονισμό.

Άρθρο 14
Διάρκεια του Διακανονισμού

Ο παρών Διακανονισμός έχει την ίδια διάρκεια με τη Σύμβαση των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας.

Άρθρο 15
Καταγγελία

1) Κάθε χώρα της Ιδιαίτερης Ενώσεως μπορεί να καταγγείλει τον παρόντα Διακανονισμό με γνωστοποίηση την οποία απευθύνει στο Γενικό Διευθυντή.

2) Η καταγγελία έχει αποτελέσματα ένα χρόνο μετά την ημερομηνία κατά την οποία ο Γενικός Διευθυντής παρέλαβε τη γνωστοποίηση.

3) Η δυνατότητα καταγγελίας που προβλέπεται από το παρόν άρθρο δεν μπορεί να ασκηθεί από μια χώρα πριν τη λήξη προθεσμίας πέντε ετών από την ημερομηνία κατά την οποία έγινε μέλος στην Ιδιαίτερη Ένωση.

Άρθρο 16
Υπογραφή, γλώσσες, γνωστοποίηση, καθήκοντα θεματοφύλακα

1) α) Ο παρών Διακανονισμός υπογράφεται σε ένα μόνο πρωτότυπο αντίτυπο, στα αγγλικά και γαλλικά και τα δύο κείμενα θεωρούνται αυθεντικά.

β) Ο παρών Διακανονισμός μένει ανοικτός για υπογραφή στο Στρασβούργο μέχρι την 30ή Σεπτεμβρίου 1971.

γ) Το πρωτότυπο αντίτυπο του παρόντος Διακανονισμού, εφόσον δεν είναι πλέον ανοικτός για υπογραφή, κατατίθεται ενώπιον του Γενικού Διευθυντή.

2) Επίσημα κείμενα καταρτίζονται από το Γενικό Διευθυντή, μετά από συνεννόηση με τις ενδιαφερόμενες κυβερνήσεις, στα γερμανικά, ισπανικά, ιαπωνικά, πορτογαλικά, ρώσικα και σε όποια άλλη γλώσσα θα μπορούσε να υποδείξει η Συνέλευση.

3) α) Ο Γενικός Διευθυντής πιστοποιεί και διαβιβάζει δύο αντίγραφα του υπογεγραμμένου κειμένου του παρόντος Διακανονισμού στις κυβερνήσεις των χωρών οι οποίες τον υπέγραψαν και στις κυβερνήσεις οποιουδήποτε άλλου κράτους μετά από αίτημά του. Επίσης, πιστοποιεί και διαβιβάζει ένα αντίγραφο στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

β) Ο Γενικός Διευθυντής πιστοποιεί και διαβιβάζει δύο αντίγραφα κάθε τροποποίησης του παρόντος Διακανονισμού στις κυβερνήσεις όλων των χωρών της Ιδιαίτερης Ενώσεως και στην κυβέρνηση οποιασδήποτε άλλης χώρας το ζητήσει. Επίσης, πιστοποιεί και διαβιβάζει ένα αντίγραφο στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

γ) Ο Γενικός Διευθυντής διαβιβάζει μετά από αίτημα της κυβερνήσεως κάθε χώρας η οποία υπέγραψε τον παρόντα Διακανονισμό ή η οποία προσχώρησε σε αυτόν, ένα αντίγραφο επικυρωμένο της ταξινόμησης στα αγγλικά και γαλλικά.

4) Ο Γενικός Διευθυντής καταχωρεί τον εν λόγω Διακανονισμό ενώπιον της Γραμματείας του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών.

5) Ο Γενικός Διευθυντής γνωστοποιεί στις κυβερνήσεις όλων των Κρατών-Μελών της Συμβάσεως των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας και στη Γενική Γραμματεία του Συμβουλίου της Ευρώπης:

i) τις υπογραφές,

ii) την κατάθεση των εγγράφων επικύρωσης ή προσχώρησης,

iii) την ημερομηνία θέσης σε ισχύ του παρόντος Διακανονισμού,

iv) τις επιφυλάξεις που αφορούν την εφαρμογή της ταξινόμησης,

v) τις αποδοχές των τροποποιήσεων του παρόντος Διακανονισμού,

vi) τις ημερομηνίες κατά τις οποίες οι εν λόγω τροποποιήσεις τίθενται σε ισχύ,

vii) τις καταγγελίες που έχουν παραληφθεί.

Άρθρο 17
Μεταβατικές διατάξεις

1) Κατά τη διάρκεια των δύο χρόνων μετά από τη θέση σε ισχύ του παρόντος Διακανονισμού, οι χώρες οι οποίες είναι μέλη στην Ευρωπαϊκή Σύμβαση, αλλά δεν είναι ακόμα μέλη της Ιδιαίτερης Ενώσεως μπορούν, εφόσον το επιθυμούν, να ασκούν στην Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων τα ίδια δικαιώματα, ως εάν ήταν μέλη της Ιδιαίτερης Ενώσεως.

2) Κατά τη διάρκεια των τριών ετών μετά από λήξη της προθεσμίας που προβλέπεται στην παραπάνω παράγραφο 1, οι χώρες οι οποίες αναφέρονται στην εν λόγω παράγραφο μπορούν να εκπροσωπούνται από παρατηρητές στις συσκέψεις της Επιτροπής των Εμπειρογνωμόνων και, εφόσον αποφασιστεί, στις συσκέψεις των υποεπιτροπών ή ομάδων εργασίας οι οποίες δημιουργούνται από αυτήν. Κατά τη διάρκεια της ίδιας προθεσμίας, οι εν λόγω χώρες μπορούν να παρουσιάσουν προτάσεις τροποποίησης της ταξινόμησης, σύμφωνα με το άρθρο 5 παράγραφος 5, και να αποδέχονται κοινοποιήσεις αποφάσεων και συστάσεις της Επιτροπής Εμπειρογνωμόνων, σύμφωνα με το άρθρο 6 παράγραφος 1.

3) Κατά τη διάρκεια των πέντε ετών μετά από τη θέση σε ισχύ του παρόντος Διακανονισμού, οι χώρες οι οποίες είναι μέλη στην Ευρωπαϊκή Σύμβαση αλλά δεν είναι ακόμα μέλη της Ιδιαίτερης Ενώσεως μπορούν να εκπροσωπηθούν από παρατηρητές στις συνεδριάσεις της Συνέλευσης και, εφόσον αποφασισθεί, στις συνεδριάσεις των επιτροπών και ομάδων εργασίας που δημιουργούνται από αυτήν.

Άρθρο δεύτερο
Αρμόδια αρχή εφαρμογής

Αρμόδια αρχή εφαρμογής του νόμου αυτού είναι ο Οργανισμός Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας (Ο.Β.Ι.).

Άρθρο τρίτο
Λεπτομέρειες εφαρμογής

Με προεδρικό διάταγμα, που εκδίδεται ύστερα από πρόταση του Υπουργού Ανάπτυξης, και μετά από εισήγηση του Διοικητικού Συμβουλίου του Ο.Β.Ι. προς αυτόν, ρυθμίζονται τυχόν λεπτομέρειες για την εφαρμογή του παρόντος νόμου.

Άρθρο τέταρτο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και του Διακανονισμού που κυρώνεται, σύμφωνα με τα προβλεπόμενα στο άρθρο 13 αυτού.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 21 Ιουνίου 1996

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΘΕΟΔ. ΠΑΓΚΑΛΟΣ

ΕΘΝ. ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
ΓΙΑΝΝΟΣ ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ

ΑΝΑΠΤΥΞΗΣ
ΒΑΣΩ ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΕΥΑΓΓ. ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 24 Ιουνίου 1996

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΥΑΓΓ. ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ